



HAL
open science

6e congrès de l'Association Espagnole de Science politique et de l'Administration : "Gouverner en Europe,gouverner l'Europe". Barcelone 18-20 septembre 2003..

Cécile Franck, William Genieys, Jean Joana, Philippe Maffre, Emmanuel Négrier, Marion Réau, J. Rodriguez, Pierre Valarié, J. Moreno

► **To cite this version:**

Cécile Franck, William Genieys, Jean Joana, Philippe Maffre, Emmanuel Négrier, et al.. 6e congrès de l'Association Espagnole de Science politique et de l'Administration : "Gouverner en Europe,gouverner l'Europe". Barcelone 18-20 septembre 2003... Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 2003, L'Italie du politique, 19, pp.230-233. hal-02549817

HAL Id: hal-02549817

<https://hal.science/hal-02549817v1>

Submitted on 28 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

6e congrès de l'Association Espagnole de Science politique et de l'Administration : "Gouverner en Europe, gouverner l'Europe".
Barcelone 18-20 septembre 2003.

Cécile Franck, Mr William Genieys, Mr Jean Joana, Mr Philippe Maffre, Mr Emmanuel Négrier, Mlle Marion Réau, J. Rodriguez, Mr Pierre Valarié, J. Moreno

Citer ce document / Cite this document :

Franck Cécile, Genieys William, Joana Jean, Maffre Philippe, Négrier Emmanuel, Réau Marion, Rodriguez J., Valarié Pierre, Moreno J. 6e congrès de l'Association Espagnole de Science politique et de l'Administration : "Gouverner en Europe, gouverner l'Europe". Barcelone 18-20 septembre 2003.. In: Pôle Sud, n°19, 2003. L'Italie du politique. pp. 230-233;

https://www.persee.fr/doc/pole_1262-1676_2003_num_19_1_1172

Fichier pdf généré le 23/04/2018

**6^e Congrès de l'Association Espagnole
de Science Politique et de l'Administration :
"GOUVERNER EN EUROPE, GOUVERNER L'EUROPE"
Barcelone 18-20 septembre 2003**

Une fois de plus la revue Pôle Sud se consacre à l'exercice du compte-rendu de colloques espagnols entamé depuis le 3^e Congrès de l'AECPA de Salamanque en 1997. Cette présentation permet de faire état des évolutions récentes de la science politique et continue la réflexion entamée dans le numéro spécial sur "l'Espagne du politique". C'est dans le cadre de la prestigieuse université de Barcelone que les chercheurs espagnols ont traité la problématique affichée du congrès à savoir la question du gouvernement de l'Europe, à travers le prisme des politiques publiques et de la citoyenneté, mais aussi la question du mode de gouvernement à l'Espagnole, à partir des variables lourdes telles que les partis politiques, le leadership, le capital social, la réforme de l'État. De même, la question de la participation citoyenne se décline de multiples façons. Elle traversait les ateliers sur : "la politique dans la société de l'information", coordonné par Fernando Harto de Vera (université Complutense de Madrid) et David Sancho (université Pompeu Fabra, Barcelone) ; sur "capital social, associationnisme et participation politique en Espagne et en Europe", coordonné par Joan Font (Université Autonome de Barcelone) et Mariano Torcal (Université Pompeu Fabra, Barcelone) ; ou encore le groupe sur "La gouvernabilité dans le cadre local", coordonné par Rafael Bañon (Université Complutense de Madrid) et José Canales (Université d'Alicante). Dans ce dernier groupe, on a pu également voir traitée la question des échelles de gouvernement local et, dans une perspective comparée, l'enjeu des réformes en cours : seconde décentralisation espagnole, renforcement des institutions métropolitaines, confortation des exécutifs urbains.

Au total, c'est quelques trois cent trente trois chercheurs et enseignants chercheurs qui se sont penchés sur ces aspects du politiques. Saluons la contribution de deux chercheurs français, Philippe Maffre et Emmanuel Négrier, qui s'inscrit dans les nouvelles activités du *Laboratoire Européen Associé* entre le CEPPEL et l'UB. Pour des raisons éditoriales évidentes nous n'avons pas la place pour rendre compte minutieusement de

l'activité des vingt-deux groupes travail réunis sur deux jours. On se propose plutôt de rendre compte d'un certain nombre d'ateliers qui ont été effectivement suivi par les chercheurs du LEA.

Groupe de travail n°1 : "Le changement de culture dans les administrations, une nécessité pour gouverner en Europe ?"

Ce premier groupe de travail était coordonné par une des figures de la "science administrative" à l'espagnole Mariano Baena del Alcazar. La question de la transformation de la culture dans les administrations publiques espagnoles fut l'élément structurant des communications. Il a particulièrement été souligné l'affaiblissement de la politique de formation des fonctionnaires notamment au niveau des administrations des Communautés Autonomes. Les interventions des "jeunes chercheurs" présentant leur travail de thèse en cours d'achèvement permettent à l'observateur d'observer que ces travaux s'appuient sur une forte connaissance de la réalité empirique même si ils ont tendance à verser dans la description. Dans sa discussion des différentes contributions, Manuel Arenilla souligne la réapparition d'un clientélisme comme mode d'accès à la fonction publique espagnole à travers le jeu des acteurs impliqués dans le système de recrutement comme les partis politiques. Enfin, ce processus serait renforcé, *new public management* oblige, par l'externalisation de plus en plus poussée de l'expertise publique auprès de groupes de consultants privés.

Groupe de travail n°2 : "Évaluer en Europe, évaluer les programmes européens : apprentissage, théorie, évidence"

Dirigé par Veronica Vinas (Universidad Carlos II de Madrid), Xavier Ballart (UAB), et Maria Bustelo (UCM), ce groupe de travail se plaçait entre l'évaluation de programmes et l'analyse de politiques publiques. À la tâche complexe d'unir en une même discussion des aspects inévitablement "micro" relatifs à l'étude de contextes de politiques concrètes (protection sociale, développement urbain, emploi et formation, etc), et des considérations "macro" de type théorique et

méthodologique relatives à l'ensemble de la discipline. Le tout s'inscrivait dans le cadre plus global d'une réflexion sur la dimension européenne et de son impact sur la discipline de l'évaluation de politiques publiques. Dans ce sens, l'intervention de chacun des organisateurs s'est révélée clé, non seulement à l'heure d'introduire une cohérence interne dans la discussion à travers un habile groupement des différentes présentations effectuées, mais également en cherchant dans ces interventions diverses les aspects.

Tout au long des différentes communications ont émergé une série de thèmes qui ont permis une réflexion sur la discipline de l'évaluation des politiques publiques dans son ensemble. Parmi eux on pourrait souligner le thème des avantages /inconvénients de la professionnalisation des évaluateurs, l'importance de l'évaluation dans le contexte des politiques publiques vues depuis le *design* même des programmes d'intervention, l'intérêt d'étudier la mise en œuvre des programmes comme façon de mettre en lumière les dissonances entre discours politique et pratiques organisationnelles, ou le rôle de l'Université dans le champ de l'évaluation. Néanmoins, la tonalité générale était à l'exposé de cas concret d'évaluation : les évaluateurs faisant partager conditions et méthodologie, résultats et difficultés de leurs expériences respectives. À souligner, l'intervention de Javier Moreno dont la montée en généralité (tirée de son travail de thèse comparée Espagne-France-Royaume-Uni sur les politiques sanitaires destinées aux immigrés) à partir de l'évaluation des dissonances entre discours et pratiques dans les politiques publiques questionnait pertinemment certains concepts clés, tel que le phénomène de *path dependance*.

Groupe de travail n° 5 : "Politique et Médias"

Cet atelier, dirigé par Joan Botella (UAB) et Victor Sampedro (Universidad Rey Juan Carlos de Madrid), avait pour ambition de donner un aperçu de la mise en scène médiatique du politique. Tourné principalement vers l'analyse de contenu sept thèmes ont été abordés : les Médias et l'élection, les Médias et les attitudes politiques, les communicants et leurs organisations, Médias, politiques publiques et partis politiques, médias, mouvements sociaux et mobilisation, transformation de la sphère médiatique et politique, les genres de la communication politique. Les évé-

nements récents tant sur le plan politique (élections municipales de mars 2003), que sur celui de l'actualité (mobilisation contre la guerre en Irak et naufrage du prestige), ont donné lieu à des analyses très fines du traitement de l'information. Victor Sampedro analyse ainsi le "non-effet" de ces mobilisations sur les résultats électoraux, contredisant ici encore la théorie des effets massifs. Javier Alcalde expose la manière dont les revendications du mouvement *OKUPA* (mobilisation pour les sans logis, occupation d'immeuble etc.) ont été relayée par les médias de masse. Ces interrogations suivent de près la problématique de l'ouvrage dirigé par Victor Sampedro "*La pantalla de las identidades*", dont la thèse centrale est de considérer les médias de masse comme acteur à part entière dans la fabrication des identités collectives, que ce soit celle de groupes ethniques comme celle des nouveaux mouvements sociaux. Dans le même sens mais plus en amont par rapport aux objets de ces analyses Philippe Maffre a proposé une communication sur la comparaison France-Espagne des processus de régionalisation des télévisions publiques. Centré sur le dépassement des hypothèses culturelles et de la comparaison fondée sur des variables structurelles il met en avant une analyse fine du changement territorial et sectoriel au fondement des transformations des télévisions en région dans les deux pays. Sans reprendre l'ensemble des communications, on peut noter aussi des interrogations portant sur la construction de l'information par les journalistes par Jose Manuel Robles Morales ainsi qu'une analyse du traitement des crises politiques par la presse quotidienne nationale et régionale par Andreu Casero Ripolles. D'une manière globale, le croisement des interrogations sur le contenu des médias et les formes de sa production met en avant l'alchimie complexe qui préside à la constitution de nos espaces publics médiatiques. Ainsi, la présidence du groupe de travail, assurée par Joan Botella, professeur à la faculté de communication de l'UAB, mais aussi membre du CAC (Conseil Audiovisuel de Catalogne) a donné un ton particulier aux débats. À partir de ses deux expériences, d'universitaire mais aussi de professionnel des médias, c'était tant l'analyse des conditions de production des messages que leur diffusion et ses aléas qui étaient au centre des questionnements.

Groupe de travail n° 6 : "L'Europe des citoyens et des territoires"

Cet atelier, encadré par Quim Brugué de l'Université Autonome de Barcelone, se proposait d'interroger la place des territoires et des citoyens dans une Union européenne bâtie autour de la double préoccupation sécuritaire et économique. Cette réflexion a vite pris la forme d'un questionnement de la place de la démocratie dans le fonctionnement de l'union européenne, et ce par l'étude d'un large panel de secteur. La toute première intervention de M. Tamayo et E. Carrillo, une étude de la constitution de l'agenda public et de ses variations dans le temps, bien qu'à part de l'orientation générale du groupe, a suscité un débat des plus riches autour de la place de l'opinion publique et des citoyens dans la gouvernance européenne. Ce débat s'est prolongé au cours des communications suivantes où l'on discutait de la légitimité, de la citoyenneté et de l'avenir de la représentativité dans le cadre de l'Union européenne.

Il s'agit alors de mesurer les effets et impact dans la conduite de l'action publique de la politique territoriale comme compétence propre de l'Union européenne dont les investissements financiers dans ce domaine d'action sont de l'ordre de 30 % du budget communautaire. Fondées sur la présentation de douze communications, dont la moitié dans une perspective comparatiste à l'échelle européenne, les conclusions de l'atelier ont dégagé deux lignes de lecture de la politique territoriale. La première concerne la tension entre une vision limitée au seul transfert des compétences du centre vers la périphérie et visant le bon fonctionnement du marché et une vision redistributive visant essentiellement à la convergence et à la cohésion européenne. La seconde ligne est le degré de mobilisation et d'intégration des acteurs locaux dans la conception et la mise en œuvre des politiques de développement local afin de les positionner comme incontournables dans le processus de construction européenne. L'éventuelle création d'une Europe des Régions pourrait être la manifestation de ce processus.

Groupe de travail n° 7 : "Politiques sociales comparées"

Ce groupe de travail explicitement comparatiste s'est structuré autour de quatre axes de pré-

sentation des recherches en cours : Instruments conceptuels et analytiques des États providence européens, l'impact des institutions européennes, politiques sociales et opinion publique, les innovations et processus de changements. Quinze communications ont nourri ces quatre axes, dont les trois quarts ont comparé le système espagnol de *bienestar* avec le modèle américain, français, italien, suédois. L'objectif à moyen terme de cet atelier a été clairement défini dans le préambule, élargir et innover en termes de recherche comparative dans le domaine des politiques sociales.

Groupe de travail n° 14 : "Mouvements sociaux : dimensions, identités, impacts"

Pedro Ibarra Güell de l'Université Publique de Navarre (UPV) et Salvador Marti (USA) ont présidé cet atelier consacré aux dimensions et effets des mouvements sociaux. Ramon Adell Argilès (UNED) a engagé ce groupe de travail en nous présentant son étude des manifestations madrilènes entre 1975 et 2002. Après avoir explicité les différentes dynamiques des conflits et de ses résolutions, il en vient ensuite à distinguer les divers destinataires de ces protestations focalisant son étude sur les entités administratives publiques. Il déduit de ses données quantitatives une hiérarchie des pouvoirs territoriaux les plus visés par ces revendications passant en revue le niveau local jusqu'à l'international.

La deuxième perspective de cet atelier avait comme objectif d'analyser les effets de ces mouvements sociaux en terme de politique publique. La présentation de Robert Gonzalez (UAB) en est un exemple. Il s'est intéressé à cet objet en étudiant empiriquement le cas des squats (Okupacions) à Madrid et en Catalogne et les effets induits sur la politique de l'ordre public, de l'habitation et de la jeunesse.

Groupe de travail n° 18 : "Le processus de réforme de l'Union européenne"

Consacré à l'actualité des réformes que connaît l'Union européenne, cet atelier était dirigé par Francesc Morata et Nuria Font de l'Université Autonome de Barcelone. Outre le projet d'une constitution européenne, étaient entre autre évoquées les questions de la gestion de l'élargissement, de l'adhésion de la Turquie, de la réforme de la Banque central européenne,

etc. Par ailleurs, la compatibilité entre appartenances nationales ou régionales et identité européenne était aussi interrogée. Loin de se contenter de faire le point sur l'état de ces différents dossiers, l'atelier aura aussi été l'occasion d'interroger un certain nombre de notions, comme celles d'institutionnalisation, d'identité ou de gouvernance, pour rendre compte des phénomènes liés à la construction européenne.

Groupe de travail n° 20 : "Terrorisme, société civile et gouvernement démocratique"

Cet atelier était organisé par F. Reinares et O. Jaime-Jimenez, respectivement de l'Université Rey Juan Carlos et de l'Université Publique de Navarre. Bien que centré sur l'Espagne, avec de nombreux travaux portant sur des sujets liés au phénomène ETA, il comportait également quelques interventions plus comparatistes. Pour l'essentiel, il s'agissait de faire un point sur les perceptions du terrorisme dans les sociétés démocratiques et sur son traitement par l'État. L'essentiel des interventions étaient donc consacrés aux débats publics sur le terrorisme ou à l'analyse de certains dispositifs de lutte contre celui-ci. Dans cette dernière perspective, la politique pénitentiaires de l'État espagnol à l'égard des "Etarra" – dispersion des prisonniers, application des peines, réinsertion – a fait l'objet d'une attention particulière. L'étude du discours des organisations terroristes, de leurs militants, ou de leurs modes d'action était en revanche le parent pauvre de ces séances.

Groupe de travail n° 21 : "Le leadership politique : processus, gouvernement et légitimité démocratique"

La question du leadership, concentrée sur l'atelier dirigé par Antonio Natera (Université Carlos III de Madrid) et Antonio Robles (Université de Grenade), a donné lieu à de multiples interrogations : son rapport avec les politiques publiques, la distinction, théorique et opérationnelle, les changements de style de leadership dans le monde contemporain... où l'on apprend par exemple que le leadership du XXI^e siècle sera féminin ou ne sera pas ! Du leadership politique à la comparaison des régimes politiques, c'est la tentative présentée par une autre contribution sur l'effet des styles de leaders latino-américains sur l'évolution des systèmes politiques de leur pays. Une pluralité d'entrées donc, de laquelle se dégage un incontestable intérêt pour l'approfondissement méthodologique et théorique. Une demi-journée de cet atelier était consacré au traitement de l'articulation toujours problématique entre les notions d'élites et leader. Sans vraiment proposer d'avancer analytiquement majeure les intervenants soulignent l'intérêt de confronter ces catégories d'analyses à différentes réalités empiriques. Par ailleurs, certaines communications sur les trajectoires des élites sub-étatiques, notamment celle de la communauté autonome de Galice, montrent bien la richesse de ce terrain d'investigation.

*C. Frank, W. Genieys, J. Joana, Ph. Maffre,
E. Négrier, M. Réau, J. Rodriguez, P. Valarié
(CEPEL)*

*J. Moreno
(Institut Juan March)*

